

**Généralisation déguisée des frais différenciés : l'UNEF dénonce cette énième attaque contre les droits des étudiant·e·s étranger·ère·s.**

Le ministre de l'Enseignement supérieur vient de confirmer la fin de la possibilité pour les universités d'exonérer les étudiant·e·s étranger·ère·s (hors UE) des frais d'inscriptions différenciés mis en place par le plan très cyniquement intitulé "Bienvenue en France".

**Un dispositif xénophobe qui va faire exploser la misère chez les étudiant·e·s étranger·ère·s**

Par l'annonce de la fin des possibilités d'exonération, le gouvernement annonce purement et simplement la généralisation des frais d'inscriptions à 2895€ en licence et 3941 € en master aux étudiant·e·s étranger·ère·s (hors UE). Renforçant encore plus le tri social dans l'accès à l'université, cette généralisation introduit de fait une discrimination fondée sur la nationalité et sur les moyens dans l'accès au service public de l'enseignement supérieur.

Un fois de plus, le gouvernement s'acharne sur ces étudiant·e·s qui subissent coups sur coups des politiques de précarisation depuis des années.

Contrairement aux discours gouvernementaux mensongers, les étudiant·e·s étranger·ère·s ne sont pas des étudiant·e·s privilégié·e·s. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : ils représentent 62 % des bénéficiaires des aides d'urgence du CROUS. Ils font partie des étudiant·e·s les plus précaires, et font face à des obstacles administratifs, sociaux et financiers considérables. Après avoir instauré la préférence dans l'accès aux aides sociales par la suppression des APL et désormais la généralisation des frais différenciés, ce double coup de massue est une attaque frontale sur les conditions de vie et d'études de dizaines de milliers de d'étudiants.

## **Les étudiant·e·s étranger·ère·s premier·ère·s sacrifié·e·s des politiques libérales mortifères**

Le plan « Choose France For Higher Education » ne vise pas à mieux accueillir les étudiant·e·s étranger·ères : il vise à sélectionner celles et ceux qui peuvent payer. La logique qui en découle est clair : on accueille les étudiant·e·s « utiles » aux secteurs stratégiques (IA, numérique, quantique, biotechnologies), on réserve 60 % des bourses aux profils jugés prioritaires, et on laisse les autres se débrouiller pour boucler les fins de mois. Cette vision utilitariste et inégalitaire est aux antipodes de ce que doit être l'université publique française.

L'UNEF refuse catégoriquement cette vision libérale de l'université, qui traite les étudiant·e·s étranger·ère·s comme des variables d'ajustement budgétaires. En affirmant qu'en deux ou trois ans la généralisation de Bienvenue en France rapporterait 250 millions d'euros par an aux universités, le ministre prouve qu'encore une fois, le gouvernement fait payer aux étudiant·e·s, et notamment aux étudiant·e·s étranger·ère·s son propre désinvestissement dans l'enseignement supérieur.

L'UNEF porte une vision radicalement différente de l'université : celle d'un service public d'enseignement supérieur gratuit, émancipateur et accessible. L'université ne peut pas être réservée à celles et ceux qui ont les moyens de payer, ni être conditionné à la nationalité de ses étudiant·e·s.

Une nouvelle fois, le gouvernement par la voie du ministre de l'enseignement supérieur, fait un cadeau à l'extrême droite qui a fait des étudiant·e·s étranger·ère·s sa cible privilégiée.

Face à cette nouvelle attaque injuste et xénophobe, l'UNEF appelle l'ensemble des étudiant·e·s et de la communauté universitaire à se mobiliser.

L'UNEF revendique :

- L'abandon immédiat de la généralisation des frais différenciés
- L'abrogation du plan Bienvenue en France et la fin des frais d'inscription différenciés
- Le rétablissement des APL pour toutes les étudiant·e·s étranger·ères
- L'inclusion des étudiant·e·s étranger·ères dans le système de bourse

